

DIJON

Cap Nord : 45 millions d'euros pour valoriser le site de la Carsat

Le projet de réaménagement de l'ancien site de la Carsat sur la zone de Dijon Cap Nord a été dévoilé. Tellus prévoit des bureaux, un espace hôtelier, un data center et une crèche privée. Le programme, dont la livraison est prévue pour fin 2022, devra respecter un enjeu environnemental fort.

Il était, depuis près de cinq ans, inoccupé. L'ancien siège de la Carsat, dans la zone Cap Nord de la métropole, va reprendre vie grâce au projet porté par LCDP (propriétaire depuis 2016) et Aire Nouvelle (filiale de promotion immobilière d'Engie).

Objectif : transformer le site en un immeuble de bureaux (sur quatre niveaux) doté de services utiles à l'ensemble des 500 entreprises de la zone (voire au-delà). La livraison est annoncée pour fin 2022. L'investissement, lui, est estimé à 45 millions d'euros.

« Le projet se veut exemplaire en matière environnementale »

Au rez-de-chaussée, sont prévus une salle de sport (avec un mur d'escalade), un restaurant, un espace de coworking, des sal-



L'ancienne Carsat va être réhabilitée en suivant un important protocole environnemental.

Photo DR/Archigroup

les de réunion, un amphithéâtre, une conciergerie, un data center et une crèche privée. Au premier étage, un espace hôtelier doté de 90 chambres, réservées en priorité aux stagiaires en formation à la SIG (entreprise de sécurité). Les derniers étages seront réservés à des bureaux proposés en location, soit au total 9 000 m² qui seront aménagés, selon les

besoins, en petits ou grands modules.

Le projet a été nommé « Tellus, comme la déesse de la Terre dans la mythologie romaine, précise Sébastien Murcia, directeur marketing pour LCDP, parce que le projet – qui a débuté avec le désamiantage du bâtiment (en cours) – se veut exemplaire en matière environnementale ».

30 000 m² reboisés

Le bâtiment, sur six niveaux, qui totalise 18 000 m², sera réhabilité avec « des matériaux biosourcés et du bois », détaille-t-il. Les éléments démontés, comme les murs en béton ou les huisseries, seront « réemployés ou, grâce à des partenaires en circuit court, réutilisés » dans une dé-

Utiliser la chaleur du data center

L'ancien bâtiment de la Carsat sera alimenté en énergie par des panneaux solaires couplés à de la géothermie - auxquels s'ajoutera un système de récupération de la chaleur émise par le data center qui sera hébergé ici. Les porteurs du projet prévoient également une station de recharge en gaz vert et électricité pour permettre aux entreprises de la zone Cap Nord de développer l'écomobilité.

marche C2C (cradle to cradle, de berceau à berceau). « Nous avons également prévu un nouveau parking en silo, tout en bois, sur le modèle de celui que nous construisons à Valmy pour la Caisse d'épargne », ajoute Sébastien Murcia.

Le terrain, 30 000 m² au total, sera reboisé ; les arbres remplaceront le béton du parking pour créer, sur une zone à vocation industrielle, un véritable poumon vert.

Alexandra CACCIVIO

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Energie : la filière hydrogène met les gaz en région

Les actualités sur l'hydrogène se bousculent depuis quelques jours sur notre territoire, prouvant que la Bourgogne-Franche-Comté entend devenir leader français sur cette énergie développant les transports décarbonés.

■ L'entrée au capital de Storengy dans DMSE actée

Le 11 février dernier, Storengy, filiale d'Engie, a annoncé avoir investi dans la société DMSE (Dijon Métropole Smart EnergHy), la coentreprise créée par Dijon Métropole et Rougeot Énergie en 2019 pour faire rouler les bennes à ordures et les bus à hydrogène. L'exploitation et la maintenance des installations seront donc confiées à Storengy. Pour mémoire, en janvier, l'augmentation du capital, le portant à 182 000 € par



L'entreprise Rougeot s'équipera, elle aussi, de véhicules roulant à l'hydrogène dans le projet DMSE.

Photo LBP/Inès DE LA GRANGE

L'émission de 82 000 actions nouvelles, avait été validée en conseil métropolitain.

■ Prise de participation de la Caisse des dépôts pour la station de Belfort

Le projet de stations de produc-

tion et de distribution d'hydrogène pour les transports terrestres, fluviaux et maritimes, porté par Hynamics, filiale du groupe EDF, a été sélectionné par la Commission européenne. Mercredi dernier, elle lui a alloué 8,9 millions d'euros de subventions dans le ca-

dre de l'appel à projet CEF Transport Blending Facility. Un dispositif pour lequel la Caisse des dépôts est partenaire à hauteur de 18,5 millions d'euros. Pour mémoire, ce projet prévoit la construction d'une station de 1 MW à Belfort et de 2 MW à Nice pour

alimenter des bus, de 1 MW à Gardanne pour alimenter des camions-bennes et de 4 MW à Nantes Saint-Nazaire pour alimenter des usages terrestres, fluviaux et maritimes.

■ Une délégation régionale hydrogène créée

Le 15 février dernier, Nathalie Loch a été nommée à la tête de la délégation régionale de France Hydrogène. La chef de projet Hydrogène de l'Agence économique régionale Bourgogne-Franche-Comté devra désormais animer et structurer la filière au niveau local (acteurs économiques et industriels, institutionnels, collectivités), soutenir et fédérer les initiatives et, enfin, créer des ponts entre les différents acteurs de terrain, pour ainsi accélérer le déploiement des projets hydrogène en France.

Marie MORLOT